



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 10 - AVRIL 2020

PUBLIÉ LE 15 AVRIL 2020

DREAL OCCITANIE

- UID 11

PREFECTURE

- CABINET/SIDPC

SOMMAIRE

DREAL

UID11

Avis relatif à l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2020-16 de mise en demeure pris en application de l'article L. 178-1 du code de l'environnement de la Société ECOPOLE de LAMBERT de respecter les termes de l'arrêté n° 2017-16 autorisant une installation de tri transit méthanisation située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieudit « Lambert » route de Perpignan.....1

PREFECTURE

CABINET/SIDPC

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-14-01 portant autorisation d'ouverture d'un marché alimentaire répondant à un besoin d'approvisionnement de la population et garantissant le respect des mesures générales permettant de faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.....2

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-15-01 relatif au renforcement des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.....4

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-15-02 portant fermeture temporaire des commerces d'alimentation, épicerie de nuit et autres établissements ouverts relevant des régimes des débits de boissons.....7

**Avis relatif à l'arrêté préfectoral N° DREAL-UID11-2020-16
de mise en demeure pris en application de l'article L.178-1 du code de l'environnement de
la société ECOPOLE DE LAMBERT de respecter les termes de l'arrêté n°2017-16
autorisant une installation de tri transit méthanisation située
sur le territoire de la commune de NARBONNE,
au lieu-dit « Lambert », route de Perpignan**

Par arrêté préfectoral n°DREAL-UID11-2020-16 du 14 avril 2020, la Préfète de l'Aude met en demeure la société ECOPOLE DE LAMBERT, exploitant une installation de tri, transit méthanisation sise lieu-dit « Lambert », route de Perpignan sur le territoire de la commune de NARBONNE, de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la notification de ce présent arrêté, les dispositions des articles suivants :

- l'article 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales en date du 6 juin 2018 en établissant l'ensemble des fichiers d'informations préalables pour la totalité des apporteurs
- les articles 7.1.1 et 7.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 2 juin 2017 en mettant à jour la carte de localisation des risques du site afin de prendre en compte le risque ATEX et procéder au panneautage et à la formation adéquate des salariés vis-à-vis de ce risque ;
- les articles 7.3.2, 7.3.3, 7.4.3, 7.4.14, 7.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 2 juin 2017 en mettant en place les dispositifs de suivi et de correction des écarts relevés lors des visites générales périodiques et ce, afin de garantir l'application et le maintien de la prévention des risques des installations ;
- l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 2 juin 2017 en mettant en place un suivi particulier du volume du bassin EP1 afin de s'assurer, par anticipation, que son volume lui permette si nécessaire de recevoir les eaux d'incendie de l'Ecopole et donc de les isoler sans risque de surverse.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Une copie de l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2020-16 du 14 avril 2020 de mise en demeure est déposée à la mairie de Narbonne pour y être consultée et est publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

Préfecture
Cabinet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense
et de protection civiles

**Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-14-01
portant autorisation d'ouverture d'un marché alimentaire répondant à un besoin
d'approvisionnement de la population et garantissant le respect des mesures générales permettant de
faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire**

La préfète de l'Aude
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Aude;

Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du Covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'urgence sanitaire ;

Vu l'engagement du maire de la commune de Ferrals-Les-Corbieres en date du 10 avril 2020 à prendre toute mesure pour garantir que le nombre d'étals est limité à 2, la fréquentation instantanée est inférieure à 10 personnes et le respect des mesures barrières notamment les mesures de distanciation entre les étals mais aussi entre les personnes ainsi que l'affichage de ces règles et des mesures de vigilances aux abords du marché ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Considérant qu'afin de prévenir la propagation du virus Covid-19, le Premier ministre a, au III de l'article 8 du décret n°2020-293 du 23 mars 2020 modifié pris sur le fondement des dispositions de l'article L.3131-15 du code de la santé publique, interdit la tenue des marchés, couverts ou non et quel qu'en soit l'objet ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'État après avis du maire, à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant la garantie par le maire de la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature, d'une part, à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrière » définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes ;

Vu l'urgence ;

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet,

ARRÊTE

Article 1

La tenue d'un marché alimentaire sur la commune de Ferrals-les-Corbières le mardi, de 08h00 à 12h00, sur la place du Château est autorisée à titre dérogatoire durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2.

Article 2

L'organisation et les contrôles mis en place seront de nature à garantir le respect :

- de la limitation du nombre de commerçants à 2 ;
- des mesures d'hygiène et de distanciation sociale prescrite d'1 mètre ;
- de l'interdiction de rassembler plus de 10 personnes sur le lieu du marché ;
- des mesures de distanciation entre les personnes, une matérialisation au sol pour les files d'attente est recommandée ;
- de l'affichage des mesures de vigilance aux abords du marché.

La mise à disposition de gel hydroalcoolique doit être envisagée.

Article 3

Copie du présent arrêté est adressée au procureur de la République territorialement compétent.

Article 4

Toute infraction au présent arrêté est passible de sanctions prévues par le code pénal.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6

Le sous-préfet de l'arrondissement de Narbonne, la directrice de cabinet de la préfète de l'Aude, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aude et le maire de Ferrals-les-Corbières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie.

Carcassonne, le 14 avril 2020

La préfète,

Sophie ELIZEON



PRÉFÈTE DE L'AUDE

Cabinet de la préfète
Direction des sécurités
Service interministériel de défense
et de protection civiles

**Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-15-01 relatif au renforcement
des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID-19**

La Préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code civil notamment son article 1^{er} ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU l'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales aux termes duquel il appartient aux maires d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques en prenant notamment le soin de prévenir par des précautions convenables les maladies épidémiques ou contagieuses ;

VU l'article L 2212-4 du même code précisant qu'en cas de danger grave ou imminent, tels que les accidents naturels mentionnés à l'article susvisé, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ;

VU l'article L 2215-1 dudit code disposant que le représentant de l'État dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publique dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

VU le décret n° 2020-293 du 14 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant des mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n°2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population ;

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ELIZEON Sophie en qualité de préfète de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-28-01 relatif au renforcement des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 28 mars 2020

CONSIDÉRANT que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 ;

CONSIDÉRANT l'importance de freiner la propagation du COVID-19 notamment en limitant fortement la circulation des personnes et en respectant strictement des mesures de distanciation sociale ;

CONSIDÉRANT les dangers encourus par la population en lien avec la propagation de l'épidémie du COVID-19 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de renforcer les mesures limitant la propagation du virus COVID-19 en évitant tout déplacement de personne hors de son domicile pour des motifs non mentionnés au décret du 23 mars 2020 ;

SUR proposition de Madame la Directrice de Cabinet de l'Aude ;

ARRÊTE

Article 1

Les accès aux espaces naturels et aux sites touristiques suivants sont interdits jusqu'au 11 mai 2020 :

- massifs forestiers,
- plages de bord de mer et abords des plans d'eau intérieurs, salés ou saumâtre,
- bases de loisirs,
- Cité de Carcassonne et espaces aménagés aux abords des châteaux et abbayes ;
- abords du canal du midi.

Article 2

Les déplacements dérogatoires mentionnés au décret du 23 mars 2020 sont exclus de la portée du présent arrêté.

Article 3

Les maires du département de l'Aude sont chargés de l'affichage du présent arrêté sur les sites concernés de leur commune par tout moyen approprié.

Article 4

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe d'un montant de 135 €.

Article 5

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de MONTPELLIER soit par courrier adressé au 6, rue Pitot – CS 99002 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site : <https://www.citoyens.telerecours.fr> , dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision.

Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours emporte le rejet de cette demande).

Article 6

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-28-01 relatif au renforcement des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 28 mars 2020 est abrogé.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, la directrice de cabinet de la préfète de l'Aude, les sous-préfets de Limoux et de Narbonne, les maires des communes du département de l'Aude , le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur du Service départemental d'incendie et de secours, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Aude, le colonel commandant le groupement de Gendarmerie départementale de l'Aude, le directeur de l'Agence inter-départementale de l'Office national des forêts, le chef du Service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées.

Fait à Carcassonne le 15 avril 2020

La Préfète

Sophie ÉLIZÉON

Préfecture
Direction des sécurités

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-15-02
portant fermeture temporaire des commerces d'alimentation, épicerie de nuit et autres
établissements ouverts relevant des régimes des débits de boissons

La Préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-17 et L3116-1;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L2212-2,
L2212-4, L2215-1 ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire
face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et notamment son article 7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à
l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ELIZEON Sophie en qualité de préfète
de l'Aude ;

Vu le décret n°2020-293 du 14 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020
prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre
de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° CAB-SSI-2018-072 du 7 juin 2018 portant réglementation de la police
générale des débits de boissons, des restaurants et autres établissements ouverts au public relevant
du régime des débits de boissons, à caractère permanent et temporaire ;

VU la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à
l'émergence du COVID-19 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-30-01 relatif au renforcement des mesures de prévention
sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 30 mars 2020 ;

VU l'urgence ;

52 rue Jean Bringer - CS 20001 - 11836 CARCASSONNE CEDEX 9

Téléphone : 04.68.10.27.00 – Télécopie: 04.68.72.32.98

Horaires d'ouverture: du lundi au jeudi: 8h30/12h – 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h 13h30/15h

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/> - Facebook : <http://www.facebook.com/pages/>

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau virus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 entrée en vigueur immédiatement ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 ;

CONSIDÉRANT l'importance de freiner la propagation du COVID-19, notamment en limitant fortement la circulation des personnes et en respectant strictement des mesures de distanciation sociale ;

CONSIDÉRANT les dangers encourus par la population en lien avec la propagation de l'épidémie de COVID-19 ;

CONSIDÉRANT que les forces de sécurité intérieure et les polices municipales ont constaté un usage abusif et détourné de ces dérogations aboutissant de fait à des regroupements de personnes devant les commerces d'alimentation et débits de boissons ouverts la nuit ; que ces regroupements ont pour effet de mettre en contact de nombreuses personnes et de favoriser la propagation du virus au sein de la population, alors que le nombre de personnes contaminées est en augmentation croissante ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de garantir, dans le département de l'Aude, que les activités recevant du public et offrant des produits alimentaires et des boissons à consommer sur place ou à emporter, à caractère permanent ou temporaire, ne portent pas atteinte à l'ordre, à la sécurité et à la santé publique, notamment en période nocturne ;

CONSIDÉRANT que, dans ces circonstances, il y a lieu d'interdire, durant la période d'état d'urgence sanitaire, sur le territoire du département de l'Aude, toute ouverture de commerce d'alimentation et débits de boissons entre 21h00 et 06h00, pour quelque motif que ce soit.

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de l'Aude ;

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'exploitation des commerces d'alimentation, épiceries de nuit et autres établissements relevant du régime des débits de boissons, n'est pas autorisée entre 21h00 et 06h00.

Il est interdit à tout exploitant de conserver des clients après l'heure de fermeture.

Aucune autorisation d'ouverture ne sera accordée tant que le fonctionnement des établissements est susceptible de générer un risque de santé publique.

ARTICLE 2 :

La violation de l'interdiction prévue par le présent arrêté est punie des sanctions prévues à l'article L3136-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 3 :

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à la possibilité pour les maires de prescrire par arrêté, en vertu de leur pouvoir de police municipale, des mesures plus restrictives compte tenu des circonstances locales.

Elles ne font également pas obstacle au pouvoir que détient la préfète, en application de l'article L2215-1 du code général des collectivités territoriales, de prendre, pour un territoire limité ou pour tout le département, des mesures plus restrictives lorsque les circonstances l'exigent ou, en application de l'article L2215-1 alinéa 1 du même code, de prendre par substitution une mesure plus restrictive ne dépassant pas le territoire d'une seule commune, après mise en demeure du maire restée infructueuse.

ARTICLE 4 :

L'arrêté prend effet à compter de sa publication, jusqu'au 11 mai 2020.

ARTICLE 5 :

Copie du présent arrêté est adressée aux Procureures de la République territorialement compétentes.

ARTICLE 6 :

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-30-01 relatif au renforcement des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 30 mars 2020 est abrogé.

ARTICLE 7:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, la directrice de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Narbonne et de Limoux, les maires des communes du département de l'Aude, le directeur départemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 15 avril 2020



La Préfète

Sophie ÉLIZÉON